

Des solutions économiques mondiales maintenant !

Lettre ouverte aux Chefs d'Etats de la réunion des Nations Unies 25 septembre 2020¹

En vue de la prochaine réunion spéciale de Chefs d'état qui se tiendra en marge de la 75e Assemblée générale des Nations Unies le 29 septembre 2020, nous vous écrivons pour vous faire part de notre profonde préoccupation, car nous n'avons encore constaté aucun dispositif véritable en direction des décisions multilatérales nécessaires pour surmonter la crise économique mondiale induite par la pandémie. La crise humanitaire et économique déclenchée par la pandémie menace le bien-être de milliards de personnes et risque de faire échouer les efforts mondiaux visant à atteindre les objectifs de développement durable et à répondre à l'urgence climatique croissante.

Nous avons besoin de toute urgence de solutions systémiques face à l'architecture économique mondiale défailante. Les décisions prises au niveau national, bien qu'importantes, sont insuffisantes pour garantir l'espace politique et budgétaire nécessaire à une transition décoloniale, féministe et juste pour les personnes et la planète. Nous devons assurer la démocratisation de la gouvernance économique mondiale, en reconnaissant le droit de chaque pays, et pas seulement de ceux qui concentrent le pouvoir ou les ressources, à s'asseoir à la table des décisions. Une nouvelle gouvernance mondiale devrait promouvoir l'égalité et les responsabilités communes mais différenciées vis-à-vis des communs mondiaux.

En amont d'une récente réunion des ministres des Finances qui s'est tenue aux Nations Unies, un « menu d'options » pour examen des gouvernements a été publié, qui inclut des recommandations clés (voir en fin de cette page) sur des questions telles que la dette, les flux financiers illicites, les liquidités mondiales et la stabilité financière, entre autres. Le temps est venu de passer à l'action. Le monde ne peut plus se permettre d'attendre. En vue de la réunion des Chefs d'état du 29 septembre, nous appelons les gouvernements à s'engager à mettre en œuvre les recommandations suivantes, contenues dans le menu d'options et mises en exergue lors de la réunion des ministres des Finances du 8 septembre 2020, tout en respectant le cadre des droits humains et en garantissant l'égalité entre les sexes ainsi que l'intégrité de l'environnement (voir en note²) :

- **D'importantes annulations de dettes et l'établissement d'un mécanisme de restructuration de la dette souveraine au sein des Nations Unies** qui permettrait d'aborder de manière globale la dette insoutenable et illégitime;
- **L'injection de liquidités proportionnelle** au niveau des besoins des pays en développement par le biais d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux (DTS), combinée à une réallocation de ceux non utilisés;
- **La mise en place d'une convention fiscale sous l'égide des Nations Unies** afin de s'attaquer de manière globale aux paradis fiscaux, à la fraude fiscale des sociétés multinationales et aux autres flux financiers illicites à travers un processus intergouvernemental universel placé sous les auspices des Nations Unies;
- **Ordonner la tenue d'un Sommet international** sur la reconstruction économique et la réforme systémique sous l'égide des Nations Unies afin d'avancer vers une nouvelle architecture économique mondiale qui fonctionne pour les personnes et la planète. Lors de la réunion des ministres des Finances du 8 septembre 2020, la Jamaïque, à titre national, a appelé les Nations Unies à convoquer une conférence axée sur la reprise économique après le COVID-19.

¹ Texte signé par plus de 450 ONG, organisations et associations à la veille du 75^e anniversaire de l'ONU.

² Le « menu d'options » publié comporte des recommandations sur les annulations de dettes (page 83), la nécessité d'avancer vers un mécanisme de restructuration de la dette souveraine (page 96), l'allocation des DTS (page 57) et l'établissement d'une convention fiscale sous l'égide des Nations Unies (page 123).